

2 Politique

Situation socio-politique du Gabon

"Les notables de la République" sortent du bois

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

Partant du constat selon lequel la crise que connaît le pays est multisectorielle, certaines personnalités politiques ont fait une déclaration collective, hier à la Chambre de commerce, au cours de laquelle elles ont préconisé, entre autres, une réconciliation nationale.

LE cercle dit des "Notables de la République" a fait une déclaration, hier, à la Chambre de commerce de Libreville. Celui-ci est composé de : Jules Bourdes Ogouliguende, Paul Malekou, Louis-Gaston Mayila, Paul Mba Abessole, David Mbadinga et Richard Moulomba. Plusieurs acteurs politiques, ainsi que certains membres de la société civile étaient présents.

Dans leur déclaration, ces derniers partent d'un constat pour enfin exprimer leur point de vue. Au regard de la crise "sans précédent" que traverse le pays, la sortie de ces "notables" avait pour objectif de "sensibiliser l'opinion nationale et internationale".

Le principal orateur, Paul Mba Abessole, qui s'exprimait au nom de tous, a laissé entendre que "l'arrogance" dont font preuve certains a conduit le Gabon à se "fourvoyer dans des anarchismes dont nous sommes toujours prisonniers". Si bien que, a-t-il poursuivi, "nous nous trouvons dans une sorte de cycle infernal d'éternel recommencement". Ainsi, la crise que ce groupe de personnalités qualifie de multisectorielle est à la fois "sociale, économique et politique".

Sur le dernier volet précité, l'ancien président



Paul Mba Abessole lisant la déclaration des "notables de la République".

Photo : Chris Oyame



Le bureau du Cercle des "Notables".

Photo : Chris Oyame



Vue partielle de l'assistance.

Photo : Chris Oyame

du Rassemblement pour le Gabon (RPG) et ses compagnons ont dénoncé les multiples manquements "techniques" observés dans le processus électoral relatif aux prochaines Législatives. Entre autres : "Le retard dans la mise en place du bureau du Centre gabonais des élections (CGE) ; la révision ordinaire de la liste électorale, au titre de l'opération effectuée en année

électorale ; la révision extraordinaire de la liste électorale au titre de l'opération effectuée en année électorale ; le traitement informatique des enrôlements ; l'affichage primaire des listes pour d'éventuelles réclamations ; la commande du matériel électoral, etc." C'est au regard de ces dysfonctionnements que le cercle des "Notables de la République" a estimé que

l'organisation des élections législatives en avril 2018 n'est pas "réaliste". Dans ce délai, précisent-ils, "il nous paraît, en effet, impossible d'organiser des élections dignes et transparentes". Et de souligner que "ces élections n'entraînent pas de nouvelles contestations comme toutes celles que nous avons connues depuis 1990. Nous ne pouvons plus permettre

de rater ce tournant, ce qui risquerait de nous entraîner dans une guerre civile". Toute chose qui les a conduits à suggérer un report à une date ultérieure "que nous devrions choisir d'un commun accord". Ceci, pour la stabilité et l'intérêt supérieur de la Nation. Dès lors, le natif d'Ayemawoula et ses compagnons préconisent, avant toute chose, la réconciliation na-

tionale. "Nous avons besoin de nous parler, de nous apprécier à nos justes valeurs pour pouvoir décider sereinement ensemble", pensent-ils.

Aujourd'hui, le pays est composé de deux "groupes antagonistes", selon le constat fait par lesdits "notables". En cette situation de division, ils ont dit voir un "très grand danger" pour notre pays. "Nous ne pouvons pas accepter cela, a déclaré Mba Abessole au nom de tous. Le Gabon est au-dessus de nous tous. Personne, parmi nous, ne peut prétendre en être le propriétaire, pas plus d'ailleurs que nous ne pouvons en exclure qui que ce soit à cause de ses opinions politiques". C'est fort de cela qu'une invite à la réconciliation a été lancée à l'endroit de tous. "Les Notables de la République" ont appelé tout un chacun à rétablir les relations rompues "entre lui et les autres en acceptant de parler ensemble". Et de conclure : "Dépassons notre orgueil pour rejoindre la première qualité que nos ancêtres recommandaient à leurs enfants, l'humilité, vertu qui mène à la gloire".

Vie des partis/FER/Dans la perspective des prochaines Législatives

L'implantation se poursuit sur le terrain

SM
Libreville/Gabon

APRÈS l'installation des coordinations d'Owendo, Port-Gentil, Oyem, puis la mise en place du Bureau national de la jeunesse, le président du Front d'égalité républicaine (FER), Bonaventure Nzigou Manfoumbi a procédé, mercredi dernier, à l'installation de la cellule devant coordonner les activités de son parti dans une partie du troisième arrondissement de Libreville (Carrefour Léon-Mba).



Le président du FER installant le responsable de la cellule du Carrefour Léon-Mba.

Photo : SM



Quelques militants présents.

Photo : SM

mieux faire connaître cette formation politique se réclamant de "l'opposition républicaine". D'autant que son ambition affichée est de briguer des sièges aux

prochaines échéances électorales. Tout le sens du message circonstanciel livré par son président. Lequel a exhorté les nouveaux responsables à tout

faire pour que le parti puisse briller aux prochaines Législatives et Locales. «Il vous revient de vous mobiliser derrière le candidat

qui sera le nôtre ici, afin qu'il l'emporte avec un suffrage éloquent», leur a laissé entendre Nzigou Manfoumbi. Ce dernier en a également profité pour

sensibiliser les siens quant au boycott prôné par certains leaders politiques, au sujet des prochaines Législatives. «Le FER ne va pas boycotter ces élections car, l'histoire de notre pays nous enseigne que ceux qui l'ont fait depuis les années 90 ont souvent fait le jeu du pouvoir avant de devenir leurs alliés», a-t-il déclaré.

D'où son appel à la vigilance, vis-à-vis de tous ceux qui, de l'opposition, se disent "radicaux". Car selon lui, en politique, il n'existe pas de radicalisme, mais plutôt du réalisme. «Soyez vigilants car le pouvoir se prend à tous les niveaux. C'est dire que les Législatives et les Locales sont aussi importantes que l'élection présidentielle», a conclu Nzigou Manfoumbi.